

Couvre-fous

L'état d'urgence sanitaire a été relancé en France le 17 octobre 2020 accompagné d'une nouvelle mesure de couvre-feu. Les contrevenants à la règle risquent 135 euros d'amende, 1500 euros en cas de récidive et jusqu'à 3750 euros et six mois d'emprisonnement à partir de la deuxième ! Alors que les bars ferment déjà depuis plusieurs semaines après 21h, que la vente d'alcool est interdite après le même horaire et que d'autres restrictions du même ordre sont en place, à quoi sert cette mesure guerrière sinon à dresser, à commencer par les jeunes particulièrement stigmatisés ces derniers mois ? Serions-nous donc toutes et tous des bêtes, ou, pour renvoyer à une notion appréciée par le Président, des sauvages ? « Indisciplinés » n'est vraiment pas d'actualité : même si les médias français usent du cliché habituel, les Français n'ont vraiment pas à rougir face à leurs voisins allemands.

Une semaine plus tard, cette mesure stupéfiante de couvre-feu est d'ores et déjà noyée dans un re-confinement de la population.

Des bêtes donc. Il semble pourtant que le pouvoir de nuisance et de destruction revienne davantage aux politiques de l'État et qu'il soit proportionnel au désir et à la détermination du Président et de son entourage de mener au cours de leur carrière à la tête du gouvernement une guerre artificielle. C'est pourtant d'une épidémie dont il s'agit et surtout de l'état précaire des infrastructures de santé françaises, lapidées au fil des années par des politiques néolibérales complètement irresponsables. Une réelle politique sanitaire commencerait sans attendre par les réparer et les renforcer, d'autant qu'il est évident que ce processus va prendre du temps. C'est ce que réclame haut et fort le personnel hospitalier depuis des années déjà. C'est ce qu'a commenté, à titre d'exemple, le Président de l'Association des Médecins Urgentistes de France le lendemain de l'allocution de Macron annonçant le couvre-feu, association parmi d'autres ayant émis des préconisations concrètes¹ en avril dernier et dont Patrick Pelloux, son président, regrette qu'aucune n'ait été prise en compte jusqu'à présent.

Et pour cause la politique soi-disant sanitaire du gouvernement ressemble plutôt à ceci : fixer des restrictions que tout un chacun doit suivre individuellement en vue de maîtriser la propagation du virus et déployer des dispositifs policiers pour les faire respecter. Et les dispositifs véritablement sanitaires alors où sont-ils, mis à part les dispositifs de tests bancals mis en place tardivement ? Que répond le gouvernement à la tribune² signée par 35 scientifiques, universitaires et professionnels de la santé en septembre dernier lui reprochant de n'avoir toujours pas mis en place de stratégie sanitaire précise ? Où sont donc les fameux moyens nécessaires à l'hôpital public, l'amélioration des conditions de travail de son personnel pour qu'il puisse le faire correctement, les réformes de la formation demandées ? N'est-ce pas pratique pour le gouvernement de donner la responsabilité des dégâts causés par le virus à chacun d'entre nous plutôt que de prendre les siennes ? N'est-ce pas d'ailleurs pratique de faire croire que l'épidémie de covid-19 est la cause de tous les problèmes, alors que le problème essentiel de cette épidémie est de constituer une énième source pathologique pouvant conduire des personnes à l'hôpital déjà au bord de la saturation ? Et le reste demeure.

¹<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/dr-patrick-pelloux-ce-qu-il-faut-changer-dans-notre-systeme-de-sante-20200422>

²<https://www.leparisien.fr/societe/covid-19-nous-ne-voulons-plus-etre-gouvernes-par-la-peur-la-tribune-de-chercheurs-et-de-medecins-10-09-2020-8382387.php?fbclid=IwAR2sAMU2XHK3nhPS2JBP7SVRkKj4bsgagJexibp63yIVjWiZdcXViZKLOMc>

Engagement policier de l'État et désengagement sanitaire durable donc, masqués par un discours idéologique tout bonnement inhumain, auquel le gouvernement essaye de donner corps *via* un arsenal pénal, dont de nombreux juristes et avocats mettent en garde depuis mars dernier³ : ce discours repose sur l'individualisation et la moralisation de la transmission de l'épidémie, qui témoignerait d'une volonté de nuire à l'hôpital public et à autrui, et, par extension, sur sa criminalisation. Culpabilité et paranoïa semblent être les grandes gagnantes de ce jeu odieux, malsain et surtout dangereux. Le doute non avéré, le soupçon doivent désormais conduire les actions humaines. Il faut espérer que le gouvernement et les médias qui éduquent à cette nouvelle morale et dénoncent par ailleurs la montée des complotismes sauront voir l'ironie de la chose. En attendant, cette idéologie renforce le dispositif policier au sens large auquel tout le monde est censé participer : on joue à la police avec ses voisins et avec soi-même.

Malgré cela, le gouvernement déploie sciemment ses mesures en les justifiant par le biais de la science épidémiologique. Outre le fait qu'il est absolument questionnable de vouloir faire du rôle de la science celui de gouverner, elle qui a affaire avec ce qui est exprimable et constant, avec des généralités plus ou moins développées et déterminées, sans sens ni cœur pour les êtres individuels et vivants, expliquait justement un certain Bakounine, et qu'il vaille mieux cantonner son rôle à la tâche déjà très exigeante de comprendre et d'éclairer, le recours à l'épidémiologie par le gouvernement vaut essentiellement comme argument de justification et invite à se demander ce qu'il recouvre. Quand on y regarde de plus près, la suspension, la réduction requise de l'ensemble de la vie sociale à la gestion de l'épidémie de covid-19 est très incohérente à l'aune de la logique épidémiologique elle-même. Difficile de ne pas le remarquer dans la nouvelle imposition du couvre-feu. Que restait-il des chaînes de contamination le soir, après la mise en place des restrictions des semaines précédentes ? Apparemment quelque chose de bien plus démultiplié que ce qu'on peut trouver au travail, dans les transports en commun, dans les supermarchés, etc. ! Quelle hypocrisie ! Il ne fait aucun doute que le gouvernement détermine au-delà des considérations épidémiologiques et selon d'autres logiques, à commencer par la logique économique capitaliste, quelles activités sont légitimes ou illégitimes. Dans le cas du capitalisme : avant tout ce qui contribue au processus abstrait de valorisation du capital. Travailler – pour celles et ceux qui le peuvent encore – et consommer semblent être les uniques bénéficiaires de cette distribution gouvernementale de la légitimité, qui renvoie le reste des activités sociales à l'inutilité, au superflu et qui, dans le contexte spécifique actuel, sont dotées d'une aura dangereuse en prime.

L'instrumentalisation de la valeur de solidarité en rajoute au tableau de l'hypocrisie, à commencer par l'injonction à la solidarité avec les soignants, équivalant à suivre les règles prescrites par l'État, alors que celui-ci ne fait rien pour améliorer leurs conditions de travail et moyens à disposition. Ensuite, la norme universaliste à partir de laquelle sont pensées et justifiées les mesures gouvernementales est un outil de domination de classes exemplaire. Tout en appelant à la « solidarité », on nie, cache, méprise, se moque que l'injonction à ne pas bouger pour certains ne signifie pas rester dans son logement confortable, son revenu assuré, mais devoir assister à la casse de ce qui garantit ses conditions d'existence sans avoir le droit d'agir, subir un énième déséquilibre qui vient faire basculer l'édifice déjà précaire qu'on s'évertuait à maintenir. Pas si grave, il y a encore les filets de sauvetage du RSA, des associations, de la psychiatrie ! Voilà une façon bien mesquine et dénigrante d'utiliser l'argument des aides

³ Par exemple : https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2020/03/25/1-infraction-de-mise-en-danger-d-autrui-est-a-manier-avec-precaution_6034438_1653578.html
https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/24/raphael-kempf-il-faut-denoncer-l-etat-d-urgence-sanitaire-pour-ce-qu-il-est-une-loi-scelerate_6034279_3232.html

sociales pour en réalité précariser, briser les équilibres péniblement maintenus par des travailleurs précaires, des jeunes en construction, des personnes en situation de détresse : l'argument faussement social de la prise en charge pour mieux déposséder et assujettir.

Comme l'écrivait la Fondation pour les Sciences Sociales dans un appel à contributions lancé en mai dernier sur le thème « Pandémies », la pandémie de covid-19 a suscité, suscite une réaction politique particulièrement forte, sans qu'elle ne constitue pourtant un phénomène inédit, ni par son ampleur, ni par sa gravité. La liste des pandémies connues à travers l'Histoire est longue : peste au VI^{ème} siècle, peste noire de 1347 resurgissant de manière récurrente jusqu'en 1720, « grande mortalité » dans les Amériques dès 1492, choléra (1826, 1832), grippe russe (1889), grippe espagnole de 1918, grippe asiatique de 1957 (2 millions de morts dans le monde, dont 100 000 en France), SRAS en 2002, grippe A H1N1 en 2009 (entre 100 000 et 400 000 morts), regain de rougeole en 2018, virus Ebola en 2014-2016 (en Afrique de l'Ouest), Dengue (grippe tropicale) en 2016 et enfin covid-19 aujourd'hui – la liste est tirée de l'appel à contributions⁴. Ainsi les pandémies suscitent des réactions différentes selon les époques et les pays qui invitent à se questionner sur les structures et les valeurs des sociétés que frappent ces pandémies. En ce qui concerne l'épidémie de covid-19, il ne fait pas de doute que sa gestion par la « distanciation sociale » et sa logique de confinement s'inscrivent dans les politiques néolibérales. On a d'ailleurs tort de vouloir remplacer l'expression « distanciation sociale » par « distanciation physique », car la première reflète avec plus de clarté ce dont il s'agit : quelque chose de plus organisé et de plus grand que la recommandation de ne pas faire, malade, la bise à son voisin, la mise en place d'une sorte de nouveau régime expérimental encore flou et pour le moins inquiétant.

Il n'est pas possible de ne pas établir un parallèle entre ce mot d'ordre au cœur de la gestion de l'épidémie et ce que mettent en avant depuis quarante ans les études s'intéressant au problème de la précarité notamment. Les sciences sociales vous le diront, en particulier les sociologues de la précarité, l'atomisation du social, dont l'isolement social est le paroxysme, est l'un des grands fléaux de la phase dite « néolibérale » et/ou « post-fordiste » de l'histoire du capitalisme, qui a commencé au tournant des années 1970-1980 et a vu se développer la catégorie d'exclusion sociale à partir des années 1980-1990. La précarisation du travail, qui menace le revenu, et la privatisation de la protection sociale, qui menace la couverture en cas de maladie, d'accident, face à la vieillesse, ne sont pas les seuls ressorts des processus de décrochage de certains, le relâchement des tissus de solidarités de proximité, y compris familiales, fait également partie du problème de la précarité. L'atomisation du social se joue donc à différents niveaux, institutionnels et sociaux, qui ont en commun de renvoyer à une division sociale favorisée par les politiques néolibérales, quand elle n'est pas sciemment organisée par celles-ci. À titre d'exemple, les syndicats, à la veille de leur « déclin » à partir des années 1980, dénoncent l'essor de nouvelles formes d'emploi (l'intérim et le CDD essentiellement), qui donnent aux travailleurs des statuts, des temps et même aujourd'hui des lieux de travail (*via* le télétravail en particulier) différents, comme un dispositif visant à briser le collectif de travail et ainsi les résistances. D'une manière générale, les solidarités, et plus fondamentalement la sociabilité, se nourrissent d'expériences communes, de biens, de lieux, de temps partagés, d'un vivre-ensemble sans lesquels elles dépérissent. En cela, la privatisation de ressources ou d'organisations socialisées et collectives participe de la division sociale.

Sans être des modèles de socialisation échappant à la société d'individus privatisée dans laquelle nous vivons, les lieux « non essentiels » et faisant actuellement l'objet de fortes

⁴<https://fondation-sciences-sociales.org/appel-a-candidature-pour-la-journee-pour-les-sciences-sociales-2021-pandemies/>

restrictions comme les cafés, les bars, les petits commerces de quartier (les supermarchés rempliront la fonction de distribution des produits), les cinémas, les théâtres, les musées, les gymnases, les stades, les locaux associatifs, les bibliothèques, les parcs, la rue et on peut légitimement se demander s'il ne faut pas ajouter à cette liste les lieux d'enseignement et d'apprentissage, qui sont actuellement l'objet de réformes profondes vers l'idéal contestable du tout numérique, constituent encore dans le quotidien des lieux de rencontres, de réunions, d'échanges, d'expériences directes en dehors de l'entre-soi des logements privés et du collectif de travail en crise.

Il est tout de même frappant de constater que l'un des plus grands fléaux du néolibéralisme coïncide avec le mot d'ordre de la gestion de l'épidémie ! « Isolé », qui signifiait au sein même des institutions « grande précarité », signifie à l'heure actuelle « protégé ». Ça tombe bien ! Pourtant, croire à ces balivernes revient vraiment à vouloir nier les effets dévastateurs que produit l'isolement social, y compris sur la santé puisque c'est le sujet qui intéresse particulièrement. On peut pourtant contempler ces effets depuis des décennies et de manière redoublée à l'heure actuelle – quand on ne les vit pas soi-même. Plus horizontalement sans doute, les affres de la solitude liées au manque de fréquence et d'intimité des rapports sociaux réunissent davantage de personnes, en particulier aujourd'hui alors qu'on doit se considérer toutes et tous comme de potentiels agents contaminateurs. À un autre niveau, l'isolement des personnes âgées au nom de leur protection, qui avait conduit en plein confinement à recourir à un Comité consultatif national d'éthique, a de quoi faire pâlir lui aussi. Le comité avait dû rappeler en mars dernier que l'envie de vivre et, par conséquent, ce qui la nourrit demeurent des critères à prendre en compte dans la distribution des soins aux personnes âgées. Il est hallucinant que de telles évidences doivent être réaffirmées et sans ironie !

Alors que celles et ceux qui le peuvent encore détournent la tête face à ces contradictions accablantes, les autres sont réduits au silence au sein d'un grand débat public qui n'existe pas. Les médias, dont on pourrait attendre qu'ils fassent marcher leur fonction de contre-pouvoir contenue en théorie dans le travail d'investigation, organisent son absence en mentionnant ponctuellement l'existence de situations préoccupantes en dehors des chaînes de contamination au coronavirus et en évoquant l'existence d'avis divergents, auxquels ils ne comptent pas donner la moindre invitation à discuter. Il faut dire que les avis divergents ont pour trait caractéristique l'adhésion aux théories du complot... Si, si, on s'est appuyé sur une enquête⁵ menée à partir du décryptage de 200 comptes Facebook contre le port du masque pour vérifier ! Quel honneur en tous cas pour ces utilisateurs, essentiellement utilisatrices d'après l'enquête, d'avoir été choisies pour représenter l'ensemble des opinions critiques françaises !

La peur face au virus, remplacée ou doublée par la crainte de se retrouver bloqué dans et par les dispositifs gouvernementaux anti-covid-19, demeure un ressort central de tous ces mécanismes d'adhésion bon gré mal gré et il est difficile de lui résister puisque tout est fait pour que l'on y succombe. Et pourtant, « une société dans un état de peur et de hantise qui perçoit virtuellement et à travers les médias un danger potentiel pour la vie de certains, et qui ne cherche plus qu'à exercer davantage de contrôle dessus, devient obsessionnelle et malade », écrivait un collectif de médecins berlinois⁶ au mois de mars dernier. Face au pronostique, à l'hypothétique et à la statistique, qui, doublés d'un idéal de sécurité et de contrôle, deviennent des outils au service d'un principe de précaution irrationnel, les médecins praticiens sont de plus en plus nombreux à demander qu'on les laisse travailler, avec les outils et connaissances concrètes à

⁵https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/08/25/1-adhesion-aux-differentes-theories-du-complot-en-est-un-trait-caracteristique-des-antimasques_6049841_3232.html

⁶<https://www.praxiskollektiv.de/aufzuf-gegen-die-angst/>

disposition, qui permettent de rationaliser les situations et d'agir. Les mois écoulés ont d'ailleurs fait gagner en expériences et en connaissances, à commencer par savoir quelles sont les groupes de personnes réellement menacés par le virus. Évidemment, il n'y a rien d'absolu dans le recours à ce savoir pratique, rien d'absolument certain, d'absolument sans danger, de miraculeux. La médecine se définit davantage comme l'art de mettre, de maintenir ou de rétablir un être vivant dans les meilleures conditions de santé, à condition qu'elle ait les moyens matériels et humains pour le faire.

Le gouvernement s'est donné pour mission de maîtriser la propagation de l'épidémie, plutôt que d'essayer de limiter son impact, quitte à impacter violemment par ailleurs d'autres sphères non moins vitales de la vie sociale. Autrement dit, au nom des malades, il s'intéresse davantage aux chaînes de contamination qu'aux malades eux-mêmes. En ne finançant et ne réformant pas les hôpitaux en fonction des besoins réels, mais plutôt des outils de traçage et des dispositifs permettant de surveiller les chaînes de contamination, il met en concurrence un principe de précaution et le soin. Face à une maladie réelle, il semble pourtant absurde de privilégier l'épidémiologie à la médecine. Qui plus est, la stigmatisation des malades qui en découle exprime déjà son potentiel totalitaire : dans la capitale allemande par exemple, on commence à voir des centres commerciaux et des banques refuser, de leur propre initiative, l'entrée dans leurs locaux aux personnes ayant de la fièvre. Vous ne ferez pas vos courses et vous ne retirerez pas d'argent. Un individu malade est passé de personne à aider, assister, soigner à agent contaminateur dangereux et cette nouvelle vérité, fondée ou infondée, est la seule chose à connaître.

S'il est certain que les habitudes d'hygiène influent sur le cours des épidémies, on peut s'interroger sur le présupposé habitant la prétention du gouvernement à contrôler l'épidémie : dans quelle mesure la propagation d'un virus devenu épidémique est-elle contrôlable ? Il est certain que si l'on enferme tout le monde dans des boîtes hermétiques individuelles plusieurs jours, les chaînes de contamination n'auraient pas lieu... À quel prix et pour quel prix l'*homo sapiens* de 2020, ses chefs de file, expérimente-t-il son pouvoir de maîtrise d'une « vague » épidémique ? Le développement de nouvelles connaissances scientifiques et techniques, porteuses en apparence du désir d'échapper à notre vulnérabilité constitutive, n'épargne pas de devoir se demander dans quel sens nous souhaitons les employer, soit de les penser au regard de la manière dont nous nous comprenons, de ce que nous comprenons du monde et de ce que nous y faisons. Mauvaise nouvelle pour celles et ceux qui aimeraient que les choses soient malléables à merci, les produits de leurs visions et projections : rien n'est neutre et ne tolère d'être traité comme tel. En outre, la question philosophique qui se pose ne doit pas gommer une réalité matérielle plus directement accessible : le développement des techniques et technologies civiles et militaires constitue une politique économique explicite de l'État, à lire notamment dans le discours du Président Macron aux ambassadeurs d'août 2019⁷ à l'occasion duquel il exposait sa vision du nouvel ordre mondial se mettant en place. Parallèlement, puisque la réalité doit nous intéresser en priorité, il faut remarquer qu'on lit quotidiennement dans les journaux ces dernières semaines que la vague épidémique est malgré toutes ces prétentions de plus en plus « hors de contrôle », à l'image des égoïstes pas encore bien dressés. Ce sont pourtant les politiques soi-disant sanitaires de l'État qui semblent dégénérer et se transformer en politiques de contrôle et de répression.

⁷<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/08/27/discours-du-president-de-la-republique-a-la-conference-des-ambassadeurs-1>